



200 000 manifestaient à Paris. Des centaines de milliers partout, nationalement. 1200 à Amiens, 200 à Abbeville. Le gouvernement ébranlé par la mobilisation, en particulier de la jeunesse, prétend aménager sa loi sécurité globale en réécrivant son article 24. Dans la majorité présidentielle, règne une totale cacophonie. Ils voudraient que s'éteigne l'incendie qu'ils ont eux même allumé. Car ce que veulent les centaines de milliers qui ont manifesté, c'est le retrait total de cette loi liberticide. C'est le retrait de la Loi LPPR, qui promet la prison aux étudiants en grève qui occuperaient les facs. Les travailleurs, la jeunesse, ses organisations, peuvent faire reculer le gouvernement par leurs mobilisations.

Ils essaient de sortir l'article 24 de la proposition de loi Sécurité globale... pour mieux inclure ses dispositions dans l'article 25 de la loi sur le séparatisme. Et les articles 21 et 22 sont toujours là, visant l'instauration d'outils de surveillance de masse. L'utilisation des drones avec caméras (article 22) menace la liberté d'expression et de manifestation et rend illusoire la protection des sources des journalistes et lanceurs d'alerte. Et ce dans un contexte où les violences policières se sont démultipliées dans ce pays. Dans un contexte où ce sont les plus opprimés, et ceux qui veulent revendiquer pour leur droit à vivre de manière correct, qui en sont toujours les premières victimes

Face à la crise sanitaire, le gouvernement nous a laissé démuni. Les postes dans la fonction publique, l'éducation, les lits d'hôpitaux, dont nous avons un besoin urgent, ne sont toujours pas fournis. Alors même que des milliards sont déversés dans les très grandes entreprises... Qui ne se privent pourtant pas pour licencier ! Ici dans la Somme c'est l'hémorragie dans le commerce, dans l'aéronautique, demain dans l'ensemble des secteurs.

Des centaines de milliers se précarisent de manière brutale. Le taux de chômage explose. Des milliers de travailleurs sont en lutte pour le maintien de leur emploi. D'autres, pressurisés et en première ligne face au COVID revendiquent les augmentations de salaires légitimes qui leurs sont dues.

Plus que jamais pour tout ça, il y a besoin de revendiquer. Il ya besoin de défendre notre droit a revendiquer, sans être inquiété par la violence de la police aux ordres du gouvernement.

Pour toutes ces questions, contre la politique de casse sociale de ce gouvernement, pour le retrait de la proposition de loi Sécurité, du projet LPPR, pour la défense de nos libertés, contre les violences policières, tous dans la rue

LE 5 DÉCEMBRE

11H PLACE MAX LEJEUNE - ABBEVILLE

14H30 (gare) 47 PLACE ALPHONSE FIQUET - AMIENS

Et à 10H30 AU DEPART DE LA PLACE EMILE LETURCQ - ALBERT aux côtés des salariés de l'aéronautique, pour le maintien de leurs emplois.